

courage politique, comme la poursuite de la baisse des emplois aidés. Alors que le gouvernement est entré dans une course contre la montre en attendant que ses réformes portent leurs fruits, il aurait été très facile de relâcher la bride des emplois aidés pour faire baisser plus rapidement le chômage. Sur ce point, Emmanuel Macron tient bon. « Une décision difficile », soupire un ministre en off.

Le front ouvert avec les retraités - un corps électoral toujours très mobilisé aux élections -

comme la contemporanéité du versement des APL (1 milliard d'euros d'économies). Des économies sans efforts qui risquent de faire tiquer Bruxelles. En effet, « l'effort structurel » ne dépassera pas 0,3 point de PIB l'année prochaine, après 0,1 en 2018. Or, les règles européennes réclament un minimum de 0,5 point. Si la transformation est en marche, la baisse de la dépense publique restera encore l'année prochaine le talon d'Achille de Jupiter.

@LEGENRA

## Dettes: France-Allemagne, histoire d'une divergence

IL S'EN SERA FALLU DE PEU, mais la dette ne devrait finalement pas franchir le seuil des 100 % du PIB. Ni cette année (98,7 %), ni l'année prochaine (98,6 %) à en croire les prévisions de Bercy. Une limite purement symbolique qui souligne l'urgence de la baisse de la dépense publique. Car aujourd'hui, la France accuse un retard de plus en plus important par rapport à ses voisins européens. L'endettement moyen de la zone euro va reculer à 84,1 % du PIB l'année prochaine. Après avoir ramené sa dette à 60,2 % du PIB en 2018, Berlin la fera même baisser à 56,3 % l'année prochaine. Pour descendre au même niveau, la France devrait réduire sa propre dette de 1 000 milliards d'euros!

Pourtant, les deux pays n'ont pas toujours été si éloignés l'un de l'autre. « De 1995 à 2002, le déficit public effectif, le déficit structurel et la dette publique ont été quasiment identiques dans les deux pays », rappelle le spécialiste des finances publiques, François Ecalle, sur son site Fipeco.fr. En 2002, Bruxelles place Paris et Berlin sous surveillance pour « déficit excessif ». Gerhard Schröder et Jacques Chirac se mettent d'accord pour s'asseoir sur les critères de Maastricht. C'est alors que les routes divergent.

**Écart de dépenses.** « De 2003 à 2007, l'Allemagne a eu le courage de mettre en œuvre des mesures de redressement budgétaire, en réduisant fortement ses dépenses publiques, dans une conjoncture défavorable », explique François Ecalle. Gerhard Schröder en fit d'ailleurs les frais aux élections de 2005. La France, dans le même temps, laissa filer ses comptes publics. A la fin du quinquennat de Chirac (2002-2007), l'écart de dépenses entre la France et l'Allemagne avait doublé, passant de 5 à 10 points de

PIB. Si l'endettement des deux pays était encore équivalent en 2010, c'est uniquement « parce que l'Allemagne a beaucoup emprunté pendant cette période pour soutenir ses établissements financiers ». Mais l'écart de trajectoire entre les dettes publiques allemande et française trouve bien ses racines dans les années Chirac.

A partir de 2011, la France gonfle ses prélèvements obligatoires pour réduire les déficits et creuse l'écart avec l'Allemagne. Berlin n'ayant plus à soutenir ses établissements financiers, la réduction de son déficit puis la réalisation d'excédents ont entraîné une diminution rapide de son endettement, alors que l'accumulation de déficits importants a continué à faire croître celui de la France. Les 1 000 milliards d'euros d'écart avec l'Allemagne doivent aujourd'hui sonner l'alerte face à la perspective d'une hausse des taux.

R.L.

### Dettes publiques

(en % du PIB)

